

Merci et on ne lâche rien !

# Verts Auvergne

Le journal de l'écologie politique



n° 67 - juillet 2016 - 2 € -

## Sommaire

- 1 - Édito : Portons haut le drapeau vert de l'espoir
- 2 - Journées d'été - Congrès - Présidentielle - dernier journal
- 3 - Légalisation de l'A75, l'autre projet inutile  
- Position commune du mouvement anti-aéroport
- 4 - Conseil régional : contre l'abrogation du PNR des Gorges et sources de l'Allier
- 5 et 6 - Pour l'abandon du projet de poubelle nucléaire à Bure  
- Les parlementaires ont voté le projet Cigéo
- 7 - Face au drame des migrants : l'Europe sécuritaire  
- assassinat d'écologistes
- 8 - Loi sur l'ancrage territorial de l'alimentation

photos : Anne BABIAN-LHERMET, Gérard MATICHARD, Fatima BEZLI-PARRET - Dominique DU-MAZEL



## édito : Portons haut le drapeau vert de l'espoir

L'écologie sera bien présente lors des échéances électorales de 2017.

Après un début d'année agité, c'est par un congrès apaisé que le parti s'est remis en marche. David Cormand confirmé comme secrétaire national, et l'équipe du bureau exécutif sont au travail.

Ce congrès a vu les écologistes d'EELV se rassembler autour d'un projet « Réinventer l'écologie en commun ». La priorité doit aller à la construction du nouveau pôle alternatif susceptible de gagner la bataille culturelle autour de nos idées : la transition écologique, l'espérance sociale, la refondation démocratique, le projet européen. Développer EELV par étape dans tous les territoires, réinventer la démocratie interne, rétablir la confiance, réinstaller le fédéralisme, renforcer le rôle du Conseil Fédéral, tels sont les engagements pris lors du congrès. L'autonomie de l'écologie politique est réaffirmée. Si nous osons être nous-mêmes, porter haut le drapeau vert de l'espoir, l'écologie politique peut jouer son rôle historique.

Le congrès l'avait acté (*Pour la présidentielle, nous souhaitons soutenir un projet écologiste clairement défini porté par une candidature émanant d'EELV ou de la société civile*), le conseil fédéral du 9 juillet en a validé les modalités : il y aura un candidat de l'écologie à l'élection présidentielle de 2017. Le renoncement de Nicolas Hulot a causé une grande déception chez les adhérents et sympathisants écologistes. Pour autant l'écologie doit être présente lors de la séquence électorale à venir. Jamais nous n'avons eu autant besoin d'écologie, il faut que quelqu'un incarne le projet écologiste.

Rendez vous à l'automne pour désigner ce candidat. Il ou elle sera issu des rangs d'EELV ou pas. Ce qui importe c'est qu'il ou elle porte les questions écologiques au cœur du débat présidentiel.

En attendant cette rentrée de préparation électorale (nous aurons aussi à préparer les législatives), je vous propose de nous retrouver à Lorient pour les journées d'été d'EELV du 25 au 27 août. Ce sera l'occasion de réfléchir, débattre, se former et s'informer, dans la bonne humeur, dans un cadre agréable, accueillis avec sympathie par nos amis bretons.

Bel été à vous,

Anne BABIAN-LHERMET, secrétaire régionale



<http://auvergne.eelv.fr>

25-26-27 AOÛT 2016  
JOURNÉES D'ÉTÉ  
DES ÉCOLOGISTES

L'ORIENT

Le programme des JDE s'annonce, comme chaque année, riche : il s'organise autour de quatre axes thématiques, Comprendre les fondamentaux de l'écologie/2017/Ré-inventer/S'ouvrir et échanger. Il se compose de près de 70 ateliers et des plénières. Les plénières seront consacrées à tous les thèmes qui ont marqué l'actualité et qui seront déterminants dans les semaines et les mois à venir.

Retrouvez dès maintenant la liste des thèmes qui seront abordés lors de ces ateliers sur le site <http://jde.eelv.fr/>

### Congrès EELV : Repartir de l'avant

EELV Auvergne salue la conclusion du congrès national d'EELV qui s'est tenu ce 11 juin en région parisienne : il a permis l'élection d'une nouvelle équipe rassemblée autour de David Cormand, dont le récent mandat de Secrétaire national a été renouvelé.

Après les remous traversés par notre formation politique ces derniers mois, il était important de renouer avec une majorité et un positionnement clairs, celui de l'autonomie de l'écologie politique et de son message.

Par ailleurs, EELV Auvergne tient également à saluer l'élection de son ancien secrétaire régional, Nicolas Bonnet, au poste de président du Conseil fédéral d'EELV, l'équivalent du parlement du parti. Succédant à Philippe Mérieu et à Thierry Brochot, l'adjoint au maire de Clermont-Ferrand aura désormais pour charge de veiller au bon déroulement ainsi qu'à la qualité des débats au sein du parti.

*Odile Vignal, François Skvor,  
Porte-parole EELV Auvergne*

### L'écologie au rendez-vous de la présidentielle

Pour faire de 2017 un moment de mobilisation des luttes écologistes et sociales, Europe Écologie Les Verts a voté ce samedi 9 juillet un plan d'action.

L'urgence écologique et l'urgence sociale commandent aux écologistes de prendre leurs responsabilités. Les mouvements citoyens, les organisations environnementales et autres collectifs en action sont aujourd'hui les moteurs des mobilisations de la société. Pour donner à ces mobilisations un débouché politique, les écologistes ont décidé de mettre leur appareil au service des luttes qu'ils et elles soutiennent en mettant en place les moyens de co-élaborer leur plate-forme programmatique.

Rassemblé-e-s à Nantes pour leur conseil fédéral, les écologistes ont décidé de travailler dans le même temps sur le projet et sur la désignation de la personne qui sera amenée

à l'incarner. Résolument persuadés que la logique présidentielle de la cinquième république est une impasse démocratique, les écologistes actent toutefois la nécessité d'utiliser le système pour avoir les moyens de le transformer.

Ainsi Europe Écologie Les Verts et ses sympathisant-e-s choisiront en octobre le ou la candidat-e à l'élection présidentielle. Ce choix se fera par un vote, auquel pourront se présenter les candidat-e-s, issu-e-s ou non d'EELV, ayant recueilli 36 parrainages de conseillers fédéraux (le parlement interne, 120 titulaires et 120 suppléant-e-s) avant le 31 août. Le vote interviendra fin octobre et sera ouvert aux adhérent-e-s et coopérateurs-trices. Ainsi les sympathisants de l'écologie pourront y participer à condition de s'inscrire dans les semaines précédant le vote, via une contribution modique.

*Julien Bayou et Sandra Regol,  
porte-parole nationaux*

## Vous avez dans les mains notre dernier journal papier

Nous continuerons à vous tenir informés par voie électronique par des lettres d'information.

Pour cela nous avons besoin de votre adresse mail.

**Adressez-nous un courriel à [auvergne@eelv.fr](mailto:auvergne@eelv.fr)**

et profitez-en pour nous dire ce que vous attendez de notre mouvement.

La question écologique aujourd'hui s'impose à tous. Les initiatives individuelles, locales ou d'entreprises foisonnent.

Cela ne suffit pas.

Pour bâtir des réponses à la hauteur des enjeux, pour les bâtir ensemble, il nous faut un parti mouvement écologiste puissant et mobilisateur. A ce jour nous sommes encore trop divisés.

Nous habitons cette terre, qui est notre héritage à tous. Aidez-nous à bâtir le parti écologiste qui nous permettra de mieux vivre ensemble, de mieux transmettre ce héritage.

Le congrès a décidé la ré-invention d'EELV, donnez-nous votre avis. Bientôt sera mis en ligne un questionnaire qui vous permettra de vous exprimer plus précisément.

# L'élargissement de l'A75, l'autre projet inutile

"Élargir les routes pour réduire les embouteillages c'est comme desserrer sa ceinture pour lutter contre l'obésité."

Lewis Mumford

Un grand projet inutile. L'élargissement à 2 x 3 voies de l'A75 au sud de Clermont-Ferrand est un projet à la fois coûteux et inadapté aux enjeux actuels et locaux.

C'est d'abord une aberration écologique. Plus de routes signifie plus de voitures, donc de pollutions et d'émissions de gaz à effet de serre. Le bassin clermontois ne peut en absorber plus.

Ce projet incarne aussi l'illusion autoroutière, qui prétend réduire les bouchons en ouvrant la porte à un accroissement du trafic. Quand la seule orientation possible est de réduire ce même trafic en développant les offres de report vers le train, le bus et le covoiturage. Des mesures simples et peu coûteuses qui permettraient de renouer rapidement avec la fluidité sur cet axe.

Par ailleurs, la 'gratuité' de ce projet constitue un véritable canular : ses 170 millions d'euros seront intégralement financés par l'augmentation des tarifs de péage et l'allongement des concessions. Ne pouvant assumer des charges routières croissantes, la puissance pu-

blique les délègue et octroie ainsi une rente à des opérateurs privés qui font main basse sur sa politique de transport.

Enfin, cet élargissement autoroutier aux abords du coeur urbain clermontois augure mal de ce développement métropolitain qu'on nous annonce. Il serait consternant de confondre métropole et automobile quand les plus grandes d'entre elles, en France et dans le monde, font le pari de s'inventer un avenir sans voiture, dans un souci d'écologie mais aussi pour leur attractivité et leur cadre de vie. Loin d'être une panacée, l'élargissement d'une autoroute pose un certain nombre de problèmes et de questions. Questions qu'il est grand temps de bien poser à Clermont-Ferrand.

Nicolas Bonnet, Odile Vignal, Dominique Rogue-Sallard,  
François Saint-André

Dossier complet sur notre site :

<http://elus-clermontferrand.eelv.fr/elargissement-de-la75-un-grand-projet-inutile-au-sud-de-clermont-ferrand-1/>



## Position commune du mouvement anti-aéroport suite aux résultats de la consultation

Déclaration commune du mouvement anti-aéroport lue à la Vache Rit ce dimanche soir 26 juin 2016 suite aux résultats de la consultation :

« Comme l'avait démontré les différentes composantes du mouvement, le cadre, le processus et le contenu de cette consultation étaient fondamentalement biaisés. Celle-ci était basée sur une série de mensonges d'Etat et radicalement inéquitable. Il ne s'agissait pour nous que d'une étape dans la longue lutte pour un avenir sans aéroport à Notre-Dame-des-Landes..

Cette lutte se poursuit dès ce soir. Nous savons que les attaques du gouvernement et des pro-aéroport vont se renforcer. De notre côté, nous n'allons pas cesser pour autant d'habiter, cultiver et protéger ce bocage. Il continuera à être défendu avec la plus grande énergie parce qu'il est porteur d'espoirs aujourd'hui indéfectibles face à la destruction du vivant et à la marchandisation du monde. Nous appelons tous les soutiens et comités partout en France et au-delà à se mobiliser et à redoubler de vigilance dans les semaines et mois à venir. Il n'y aura

pas d'aéroport à Notre-Dame-des-Landes.

Nous appelons en ce sens, et dans un premier temps, à converger massivement à Notre Dame des Landes pour le rassemblement estival anti-aéroport, les 9 et 10 juillet 2016.»

Communiqué du 10 juillet

**«On ne pouvait espérer meilleure réponse à la consultation que cette mobilisation exceptionnelle et déterminée, avec la présence sur les 2 jours de plus de 25 000 personnes dont certaines venant à Notre-Dame-des-Landes pour la première fois.»**

Ce rassemblement a été marqué par la sérénité et la cohésion dans la lutte. Le thème proposé des "Semaines de Démocratie" a été porteur. Chacun a enrichi la réflexion collective. Entre critique de la situation actuelle et recherche d'alternatives, émerge l'espoir qu'une autre façon de faire vivre la démocratie est possible.»

<https://www.acipa-ndl.fr/>

# Conseil Régional : contre l'abrogation du Parc Naturel Régional Gorges et sources de l'Allier

## Intervention de Fatima Bezli-Parret



Ce projet concerté (400 réunions de travail), voté à l'unanimité par les conseillers régionaux auvergnats, et approuvé dans

80 autres collectivités, vient d'être validé quasi unanimement par le Conseil National de la Protection de la Nature, qui reconnaît un projet de grande qualité.

**Vous vous apprêtez à annuler, par une seule délibération, plus de 80 autres délibérations. C'est un total déni de démocratie que de tenter d'effacer d'un revers de main, comme vous le faites dans de très nombreux sujets, le choix et la parole de 1085 élus sur 1289 concernés par le Parc.**

Ici même dans cette assemblée, vous refusez de dialoguer, vous ne répondez pas à nos courriers, et maintenez coûte que coûte votre position, sans respecter le processus démocratique.

Refuser la labellisation nationale du territoire du Haut Allier à cause, selon vous, d'un manque de concertation avec les structures économiques est un mensonge.

La plupart des partenaires économiques ont montré leur intérêt pour le parc, se sont impliquées dans la réalisation d'une partie du diagnostic, dans la rédaction de la Charte et sont membres du conseil de développement du Parc. Ils ont perçu, contrairement à vous, l'effet de levier que représentent les PNR notamment dans leur capacité à lever des fonds européens.

Selon les Parcs de la Région eux même, pour 1 € mobilisé en fonctionnement, ce sont a minima 20 € d'investissement qui sont générés. Croyez-vous sincèrement que vos 2,5 millions d'€ de contrats de territoires auront le même effet ?

La chambre d'agriculture de Haute-Loire s'est-elle sentie pousser des ailes après que vous ayez sacrifié le PNR des Dombes sur l'autel de l'agriculture intensive ? Peut-être avez vous promis à quelques agriculteurs ligériens de saccager ce projet structurant ?

**A la concertation, vous avez préféré la division.**

Votre proposition d'octroyer 50 000 EUROS minimum aux communes en échange de l'abandon du Parc est malhonnête, pour plusieurs raisons :

- elle sème la zizanie entre les communes, car elle est proposées à toutes, même celles qui ne sont pas adhérentes au Parc qui se sont précipitées à accepter votre aide

- elle est un choix impossible par les communes qui veulent continuer le PNR et qui ont aussi besoin de ces 50 000 euros MINIMUM

- elle pose la question suivante : et pourquoi pas toutes les autres communes rurales de la grande Région ?

Mais les communes adhérentes à la charte n'ont pas cédé à vos pratiques machiavéliques, inévitables et autocratiques.

Alors si vous faites vôtre la devise du diviser pour mieux régner, nous préférons coopérer pour mieux travailler et pour mieux partager et nous ne voterons pas la délibération que vous soumettez au vote.

vation de la biodiversité et le développement de l'activité en montagne pour celles et ceux qui y vivent toute l'année.

Notre grande région finance le bitume sans complexe : 42,5 millions d'€ d'investissement exclusivement routier et abandonne le rail (pas 1€ pour le ferroviaire) et sa population. L'enclavement sera t-il vaincu dans le Cantal quand nous gagnerons 12 minutes 30s pour rallier Lyon depuis Aurillac et quand les trains ne circuleront plus dans notre département ? La ligne Aurillac-Brice est menacée. Elle a besoin d'environ 10 millions d'euros pour être sauvagée.

Où est notre grande région ?

Mireille LABORIE,  
secrétaire départementale 15

## Premier de la casse Environnementale

EELV Auvergne regrette profondément l'attitude de Laurent Wauquiez sur le projet de Parc Naturel Régional (PNR) du Haut Allier : il repousse les décisions d'un an et met en balance la création de ce PNR et la possibilité de financer « fortement » les investissements des territoires concernés ; il en compromet sérieusement la réalisation.

**Le président de la région Auvergne-Rhône-Alpes poursuit sa politique de destruction des projets de parc naturel.** Que ce soit dans l'Ain ou en Haute-Loire, la stratégie est la même : sacrifier le développement durable et concerté des territoires sur l'autel de leur vassalisation financière par l'exécutif régional. A chaque fois, la stratégie est la même : le chantage financier, le clientélisme territorial et finalement la division pour mieux régner et anéantir ces projets de développement durable.

**Ces menées constituent un double gaspillage :**

\* **De temps, de moyens et d'énergie**, d'abord : le projet de PNR du Haut-Allier a déjà coûté près de 2 millions d'euros, connu près de 5 ans de travail avec tous les partenaires du territoire. Le projet de charte a été validé par les 2 Régions concernées, les 2 Départements, 10 communautés de communes, 65 communes à une très forte majorité (84 % des conseillers municipaux) !

\* C'est aussi une véritable **occasion manquée** : ce projet est né de la volonté des élus locaux, toutes tendances politiques confondues, de dynamiser ce territoire remarquable mais fragile et de l'affirmer comme exemple de développement durable ; d'en assurer le développement économique par le tourisme, l'économie locale, la mise en valeur des patrimoines, bref l'ensemble des ressources locales.

A ce patient développement local et autonome des territoires, respectueux des hommes et de la nature, le nouvel exécutif régional répond par ce qui semble correspondre à son programme : une succession de décisions verticales, prises à l'emporte-pièce, au plus grand mépris de ce qui fait la vie des territoires, à savoir les hommes, les patrimoines et l'ensemble des ressources naturelles et communes.

Cela n'est pas une surprise mais une redoutable confirmation. A dénoncer et combattre durablement.

Fatima BEZLI-PARRET, conseillère régionale  
EELV  
Odile VIGNAL François SKVOR, porte-parole  
EELV Auvergne

## Pacte Régional Pour le Cantal : en route vers le 20ème siècle !

Dans un grand numéro de communication Laurent WAUQUIEZ et ses affidés locaux se réjouissent en chœur des promesses budgétaires : La nouvelle région AURA consacrerait 128 Millions d'€ pour le Cantal, c'est à dire pas plus que la petite région Auvergne lors du précédent mandat !

Est-ce pour faire mieux ?

Le plan neige proposé par la majorité régionale ne répond pas aux enjeux du 21<sup>e</sup> siècle sur notre territoire montagneux. Au vue de la rarefaction de l'enneigement déjà à l'œuvre, la région doit aider le secteur touristique à s'adapter à l'enjeu du tourisme 4 saisons. Il aurait été plus judicieux de proposer un plan montagne des 4 saisons qui assure la préservation



## Pour l'abandon du projet de poubelle nucléaire à BURE

Les collectifs et associations organisateurs des « 200 000 pas à Bure » et le Réseau « Sortir du nucléaire » se félicitent de la belle mobilisation de ce dimanche 5 juin 2016 : près de 2000 personnes dont 500 randonneurs ont répondu à l'appel... Des militants-ecologistes de l'Allier et du Puy-de-Dôme ont aussi participé à cette mobilisation. Habitants de la région de Bure, sympathisants de tous horizons, militants de Notre-Dame-des-Landes, paysans ont répondu à l'appel et ont participé aux différents temps forts qui ont ponctué la journée.

**Plusieurs randonnées ont eu lieu dès le matin, sur plusieurs parcours notamment le long d'une ancienne voie ferrée, pour s'opposer à sa remise en service dans le but de faire transiter deux trains de déchets atomiques par semaine pendant un siècle.** S'en est suivi un grand cortège de tracteurs et les prises de parole actuelle des terres agricoles et des forêts autour de Bure.

**Un concert de casseroles s'est fait entendre pour dénoncer les mensonges de l'Andra sur le dossier CIGÉO (centre industriel de stockage géologique).** La manifestation s'est conclue par l'installation collective d'un monument réalisé face au « laboratoire » de Bure pour réaffirmer une mobilisation qui s'amplifie...

Depuis les années 80, l'opposition à l'enfouissement des déchets radioactifs les plus dangereux se développe, notamment parmi les riverains en Meuse et Haute-Marne, confrontés actuellement à la confiscation de leurs territoires par l'ANDRA (Agence Nationale pour la gestion des Déchets Radioactifs).

## Une forêt menacée !

Non contente de creuser son trou, l'ANDRA convoite depuis 2013 la forêt communale de Mandres-en-Barrois pour y construire une zone de puits (ventilation, matériel), sur près de 330 ha, à l'aplomb des 300 km de galeries de stockage, 500 m en dessous.

Malgré la résistance des habitants, au mépris de leur volonté, l'ANDRA a pourtant réussi à s'accaparer cette forêt : l'échange a été entériné par une délibération litigieuse du conseil municipal à 6h du matin !

Les habitants dépossédés sont furieux mais la résistance à l'empire nucléaire se poursuit. Alors que l'ANDRA a commencé à déforester sans autorisation et à déployer ses barbelés, l'occupation citoyenne de la forêt a commencé ; pour plus d'info <http://www.sortirdunucleaire.org/>

Cette mobilisation pour la sauvegarde de la forêt de Mandres, la manifestation le 5 juin à BURE s'adressent aussi aux députés qui seront appelés prochainement à se prononcer sur le projet de loi pour enfouir les déchets les plus radioactifs.

**Mais pour les écologistes, les collectifs d'opposants, le réseau « sortir du nucléaire », le message est d'un autre ordre : c'est l'abandon de la production d'électricité d'origine nucléaire qui stoppera l'augmentation du volume de ces déchets ingérables.**

**Les déchets actuels doivent être stockés et surveillés à proximité des lieux de production, le projet de cette gigantesque poubelle nucléaire doit être abandonné !**

Plus d'info : [www.burestop.eu](http://www.burestop.eu)

Le 3 juillet 2016  
Gérard MATICHARD

## Les Parlementaires ont voté le projet Cigéo d'enfouissement des déchets nucléaires !

### intervention de Cécile Duflot, députée

**Cécile Duflot a défendu à l'Assemblée une motion de rejet de la proposition de loi sur CIGÉO à Bure. Proposition de loi votée sans débat, aucun amendement adopté.** L'idée étant de faire passer en force, en vitesse et discrètement ce texte déjà proposé dans la loi Macron. Était présent au nom du gouvernement le... Secrétaire d'état à la francophonie. Son intervention de défense de la motion de rejet :

«Je vous invite en cet instant à faire preuve de la plus grande vigilance. L'enjeu dont nous discutons cet après-midi ne s'inscrit pas dans la cartographie classique des polémiques qui occupent le plus souvent notre hémicycle. **La question des déchets nucléaires et de leur enfouissement convoque la notion même de responsabilité.** En effet, les actes considérés auront des conséquences pendant des millénaires. Cette perspective comporte évidemment quelque chose de vertigineux et je conçois aisément qu'elle puisse déconcerter.

Le temps politique est souvent soumis au chronomètre électoral, considéré comme seul juge de paix de nos arbitrages.... La crise démocratique, nous la connaissons et nous la constatons ! Elle est profonde et l'Histoire retiendra peut-être, malheureusement, que ce quinquennat l'a aggravée encore ! Par ces propos, je n'accable personne ; mais je ne me résigne pas à voir l'intérêt général devenir un paramètre parmi d'autres des décisions complexes. **La dictature du court terme empoisonne le champ politique.**

La protection des biens communs – et notre avenir en est un – doit à tout instant demeurer notre boussole. Je plaide ici pour que le temps long enseigne notre façon de voir et d'agir en politique, au contraire du texte que nous sommes en train d'examiner, car l'écologie n'est pas seulement un évangile de la sauvegarde mais bel et bien une révolution des consciences. Nous ne pouvons

agir comme si le monde commençait et finissait avec nous....

Par nos choix du temps présent, hérités en grande partie du passé follement nucléariste de notre pays, nous conditionnons le futur et donc la vie des générations dont notre avenir sera le présent. Voilà, au fond, ce dont nous débattons cet après-midi !

Permettez-moi, chers collègues, d'évoquer ici un problème de fond. Nous sommes appelés à nous prononcer sur un texte quasi vide, réduit à l'annonce d'un futur décret. Il est dangereusement vide ! Ni les coûts ni les risques ne sont portés à notre connaissance. Il ne faut pas seulement s'en émouvoir mais refuser de trancher des questions si profondes en disposant de si peu d'éléments. Le principe de responsabilité doit nous amener à refuser de nous prononcer à l'aveuglette. **On ne gère pas l'avenir des déchets nucléaires à Colin-maillard ! Prenez en considération, chers collègues, le fait que ni l'Autorité de sûreté nucléaire ni l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire n'ont pu émettre un avis sur ce texte !**

J'en viens au coût de ce qui nous est proposé, pour m'en étonner et dénoncer avec force le double langage de celles et ceux qui ont régulièrement et longuement évoqué ici la nécessité d'une véritable rigueur budgétaire lorsqu'il s'agissait de s'opposer à des avancées sociales destinées à nos concitoyennes et nos concitoyens mais oubliant complètement la nécessité de maîtriser les coûts lorsqu'il s'agit de continuer à enfoncer la France dans l'hiver nucléaire ! Je vous alerte sur le fait qu'on demande aux députés de donner leur aval à un nouveau tonneau des Danaïdes !

J'en veux pour preuve que l'ANDRA évalue le coût de Cigéo à 34,5 milliards d'euros. D'autres estimations s'élèvent même à 41 milliards d'euros ! La phase pilote dont il est question dans le texte coûterait à elle seule 5,7 milliards d'euros, hors crédits de re-

suite page 6

cherche, d'ici à 2034, or EDF n'a provisionné que 5 milliards d'euros ! Les difficultés financières de la filière nucléaire soulèvent clairement la question de sa capacité à financer de telles installations. Le report du démantèlement des centrales à uranium naturel graphite gaz, qui vient d'être annoncé, jette une lumière crue sur la réalité des difficultés financières actuelles d'EDF. Par ailleurs, la quasi-totalité de ces provisions consiste en actions sujettes aux aléas de la Bourse. Dès lors, comment penser que ce projet est économiquement raisonnable ? Écologiquement contestable, il est économiquement néfaste ! Aucune habileté ni aucun maquillage de la réalité ne masqueront les menaces qu'il fait peser sur une gestion rigoureuse des deniers publics !

Tout cela pour quoi ? Dans quel but ? Cigéo représente 80 000 m<sup>3</sup> de déchets de moyenne et haute activité à vie longue, qui sont les plus dangereux jamais produits et **resteront radioactifs pendant des milliers à des millions d'années**. ! Cigéo implique également la construction d'infrastructures gigantesques destinées au stockage des déchets, à la fois en profondeur – 300 km de galeries souterraines – et en surface. Ces déchets arriveront à un rythme de **deux trains par semaine depuis La Hague pendant un siècle** ! À elle seule, la phase pilote évoquée dans la loi nécessitera le creusement de 40 km de galeries.

Cigéo représente aussi des rejets radioactifs gazeux en surface tout au long de l'exploitation du site, car les déchets dégageront de l'hydrogène qu'il faudra évacuer en permanence. En cas de problème d'évacuation, il existera un risque d'explosion d'hydrogène. Dès lors, le risque d'incendie ne peut être exclu, notamment si des déchets bitumineux sont enfouis, et il sera impossible d'intervenir. Cigéo aura aussi pour conséquence quasiment inévitable la contamination à terme des nappes phréatiques. Qui, en effet, peut juger de la stabilité géologique des roches sur des millions d'années ? Personne ! Faut-il que je

ration ? À l'évidence oui, car la réalité que je décris, pourtant connue de tous, ne nous empêche pas d'avancer à grands pas vers la catastrophe !

J'ajoute que la fragilité de la roche a déjà été prouvée par l'éboulement survenu le 26 janvier dernier. Il est pourtant prévu de poursuivre le creusement des galeries tout au long de la phase d'exploitation, ce qui fragilisera plus encore les galeries existantes. Sur ce sujet, le Réseau Sortir Du Nucléaire, auquel je rends ici hommage, a alerté à raison la ministre de l'environnement en février dernier. Je regrette d'ailleurs son absence, monsieur le secrétaire d'État. Je ne doute pas que le secrétaire d'État chargé du développement et de la francophonie que vous êtes n'ait des compétences sur d'autres sujets que les siens, mais celui-ci engage la France, notre pays et ses habitants, pour des millions d'années et la ministre en charge de l'écologie et de l'énergie aurait toute sa place au banc du Gouvernement ! J'en viens à un argument encore plus décisif contre ce projet. **La réversibilité dont vous avez tous parlé, notamment vous, monsieur le rapporteur, est une mascarade**, je le dis avec force. C'est un quasi-mensonge, ce qui explique, une fois de plus, notre refus du coup de force qui est en route. L'écologie est une étoile qui doit éclairer les décisions de l'avenir. Personne n'a le droit de la voiler par les tromperies d'éléments de langage destinés à gagner du temps et à faire retomber la pression en votant une loi un lundi après-midi de juillet, discrètement, sans permettre que le débat légitime sur une question aussi importante ait lieu.

À n'en pas douter, c'est la stratégie du fait accompli qui prévaut comme elle prévaut déjà. On parle de « pilote », mais le « laboratoire » ont il était auparavant question s'est transformé en « site pressenti ». Des travaux commencent déjà alors que l'autorisation n'a même pas été accordée. La « phase pilote », sous couvert de dispositif expérimental, n'est qu'un moyen de commencer le projet par petits

bouts, en construisant déjà les principales infrastructures. Puis on nous dira qu'avec tous les frais engagés, avec la réalité qui est la nôtre, pourquoi s'arrêter en si bon chemin ?

**Cette stratégie du fait accompli, nous la refusons.** Disons les choses avec gravité pour que les Françaises et les Français soient informés et pour que l'on retrouve ces propos dans le compte rendu, si ce n'est dans des millions d'années, du moins dans des dizaines d'année : en cas d'accident, mesdames et messieurs les parlementaires, il ne sera tout simplement pas possible de récupérer les déchets, comme le montrent deux exemples. Dans l'ancienne mine de sel d'Asse, où les déchets ont été attaqués par des infiltrations d'eau non prévues, il est impossible de récupérer les fûts. Et les gestionnaires de Waste Isolation Pilot Plant, aux États-Unis, n'ont rien pu faire lorsqu'ils ont été confrontés à un incendie en profondeur.

Voilà la part de conviction que je voulais défendre ici, en espérant emporter l'adhésion. Le sujet qui nous occupe mérite que l'on redessine les clivages. La question principale est ici que par vos votes vous fassiez émerger un parti de l'avenir aux frontières inédites, une force qui défende enfin le droit des habitants et des habitantes de notre pays à espérer que leur environnement, et partant leur santé et leur existence même, soient protégés.

Il n'y a pas de solution simple pour les déchets radioactifs. Là aussi, **il faut dire la vérité : nous sommes condamnés à vivre avec et à les surveiller pendant toute la durée du temps humain.** Mais le Gouvernement se précipite avec une mauvaise méthode, pour mettre en œuvre une option qui rendrait inopérantes toutes les autres, imposant de fait un choix dangereux aux générations futures. En cas de problème, les risques seront encore moins maîtrisables. Et en cas de découverte ultérieure permettant une gestion plus sûre des déchets – car c'était bien le projet qui était une des

raisons du lancement du programme électronucléaire français, la promesse qui a englué la France dans le tout-nucléaire : nous étions censés savoir mettre fin à la radioactivité des déchets avant le démantèlement des premières centrales –, si, donc, une telle découverte survenait, ce que j'espère et ce qui explique l'attachement que nous autres écologistes portons à la recherche, nous serions dans l'incapacité de récupérer ces déchets alors même que nous maîtriserions une technologie de suppression de la radioactivité. C'est totalement illogique et inacceptable !

Je conclurai cette intervention en indiquant ce que vous savez déjà. Les déchets existants sont là. Mais il est possible de ne pas en rajouter d'autres, en mettant en œuvre une véritable sortie du nucléaire. Nous avons déjà eu ce débat et une loi a été votée. C'est donc plus qu'un regret que je veux exprimer ici, c'est une forme de désespoir. Car cette loi ne sera pas appliquée par la ministre qui l'a fait voter. J'avais formulé, au nom du groupe écologiste, la crainte qu'elle ne fût qu'une loi de papier, et elle est en train de le devenir.

Pourtant, nous voyons les conséquences du maintien d'un haut niveau de production à partir du nucléaire. La production de déchets fait peser sur nous une responsabilité considérable à l'égard des générations futures, des générations qui peut-être, et c'est là le plus grave, auront oublié l'existence de ces déchets radioactifs mortels dans la durée et dans un périmètre géographique infini. Êtes-vous sérieusement prêts à endosser cette responsabilité face aux générations à venir ? Là est la question !

**Notre responsabilité est immense** et nul ici ne l'a rappelé aussi brillamment qu'Aimé Césaire. Le poète écrivait ainsi : « Prends garde architecte, car tu es bâtisseur de pestilence. » Que son alarme nous réveille et nous enjoigne de construire l'avenir plutôt que de l'enterrer. Je vous invite, mes chers collègues, à rejeter cette proposition de loi. »

# Face aux drames des migrants : l'Europe sécuritaire !

Créée le 26 octobre 2004, l'agence européenne pour la gestion de la coopération opérationnelle aux frontières extérieures des états membres de l'UE (abrégié « FRONTEX », frontières extérieures) s'est vue transformée, mercredi 6 juillet, par le Parlement européen, en corps européen de garde-frontières et de garde-côtes.



Cette nouvelle agence est en fait une version renforcée de l'agence Frontex, dotée de plus de pouvoirs, mais toujours sans contrôle indépendant de ses agissements, voire des violations des droits durant ses

opérations. Le Parlement européen vient d'adopter un texte qui présente, à tort, la migration comme menace à la sécurité et qui se concentre uniquement sur le contrôle et le non-franchissement des frontières.

**Ce document ne répond pas à l'urgence de la situation humanitaire aux frontières extérieures de l'Union européenne.** Il ignore les inquiétudes liées au respect des droits fondamentaux, qui sont pourtant fondées et documentées.

**Alors que l'accueil des réfugiés-ées (qu'ils, qu'elles soient victimes des guerres, des dictatures, du réchauffement climatique) répond à une obligation légale et morale, l'Europe, une fois de plus trahit l'idéal qui a prévalu à sa création en se militarisant.** Elle cherche à externaliser ses frontières

avec des camps de l'autre côté de la Méditerranée. En rendant les routes encore plus difficiles pour les personnes quittant leur pays, donc plus dangereuses elle va augmenter le nombre de morts.

**Le groupe VERTS/ALE (Alliance libre européenne) au parlement européen s'est battu contre ce projet en tenant d'amender les points les plus controversés.**

**L'Europe est en guerre contre un ennemi qu'elle s'invente !**

Contrairement aux idées reçues, nous sommes très très loin de l'invasion. Par rapport à une population mondiale de 7 milliards d'habitants, les personnes migrantes en représentent aujourd'hui 3%. Il faut aussi préciser le fait que les deux tiers des migrations sont circulaires, c'est-à-dire que les gens fuyant leur pays vont d'abord dans les pays voisins.

Selon le collectif européen, Migreurop, on comptait 280 000 personnes ayant franchi les frontières européennes en 2010 et 1 million en 2014.

En comparant ces chiffres à la population européenne de 508 millions d'habitants, ces migrations sont donc passées de 0,05% à 0,2%..... donc très loin de l'invasion prétendue !

**Et la France dans tout ça ?**

Elle serait par exemple bien inspirée de tenir compte des préconisations du rapport (100 pages) de Matthias FEKL, « Sécuriser les parcours des ressortissants étrangers en France », rapport remis en mai 2013 au Premier Ministre Manuel VALLS.

La réforme du droit d'asile entrée en vigueur en novembre dernier n'a pas amélioré l'accueil des migrants, loin de là.

Capacités d'accueil insuffisantes, (seul un demandeur d'asile sur deux est aujourd'hui hébergé), plates-formes d'accueil et hébergement d'urgence (le 115) saturés, moins d'argent pour survivre au quotidien, expulsion manu militari des personnes vivant dans les bidonvilles, squats.... Tel est le lot quotidien des migrants, aujourd'hui, au pays des Droits de l'Homme.

Quand l'Allemagne enregistrait 477 000 demandes d'asile en 2015, seulement 80 000 personnes ont fait la demande en France l'an dernier....

Face à un Etat défaillant dans le domaine de l'accueil des migrants, des demandeurs d'asile, les citoyens-ennes s'organisent, par exemple avec le Réseau Education Sans Frontières pour tenter d'améliorer le sort de ceux et celles qui viennent frapper à notre porte.

*Gérard Matichard*

## Assassinat d'écologistes

Le Honduras détient un triste record, celui du nombre de militants écologistes assassinés. En mars, deux activistes ont de nouveau été tués. Nelson García et Berta Cáceres étaient tous deux membres de Copinh, le Conseil civique des organisations populaires indigènes du Honduras, qui défend les droits du peuple lenca, menacé par le barrage d'Agua Zarca, qui bloquerait leur accès à la rivière Gualcarque, fleuve sacré et source majeure d'eau et de nourriture. Cela fait douze membres de cette association qui ont été tués en toute impunité..

Une militante écologiste opposée à la construction de nouvelles centrales à charbon aux Philippines a été tuée, a annoncé lundi 4 juillet 2016 la police, dans l'un des pays les plus dangereux pour les défenseurs de l'environnement. Gloria Capitan, 57 ans, a été tuée d'une balle dans la tête a indiqué la po-

lice, ajoutant qu'aucun suspect n'avait été arrêté.

Les Philippines sont le deuxième pays le plus dangereux au monde pour les défenseurs de l'environnement, avec 33 militants tués l'an dernier, selon l'ONG Global Witness. Des critiques dénoncent régulièrement une "culture de l'impunité" dans cet archipel à l'histoire marquée par la violence. Gloria Capitan était à la tête d'un groupe local militant contre l'expansion des entreprises de charbon à Mariveles et dans la province de Bataan, à une soixantaine de km à l'ouest de Manille..

Selon la fondation Goodplanet :

**Le nombre de défenseurs de l'environnement tués dans le monde en 2015 n'a jamais été aussi important, avec 185 morts constatées, soit 59 % de plus qu'en 2014.** Le rapport de l'ONG Global Witness dévoile la liste des pays les plus à

risques pour les individus impliqués dans la défense de l'environnement, à savoir le Brésil, les Philippines et la Colombie. Les secteurs d'activité les plus concernés par ces assassinats sont l'extraction minière, l'agro-industrie, le braconnage ou encore la sylviculture, dont les sites ou les projets d'exploitation sont parfois bloqués par les populations indigènes ou les militants.

Les données pourraient être largement sous-estimées : « pour chaque assassinat que nous avons été en mesure de documenter, d'autres n'ont pas pu être vérifiés ou n'ont pas été signalés. Et pour chaque vie perdue bien d'autres sont brisées par l'omniprésence de la violence, des menaces et de la discrimination », affirme l'ONG. « Tuer afin d'atteindre des objectifs économiques est devenu politiquement acceptable », déplore Felipe Milanez, ancien éditeur à National

Geographic Brésil. Les individus ou structures à l'origine de ces assassinats ne sont amenés devant la justice que dans de rares cas, notamment à cause « de l'échec des gouvernements à mener des enquêtes suffisantes ». Le principal suspect de ces meurtres : « la collusion entre les intérêts des entreprises et les intérêts des Etats ».

Au Brésil, où 50 militants ont été assassinés en 2015, la situation est complexe. Raimundo dos Santos et sa femme Maria luttaient contre la déforestation dans la réserve de Gurupi, en Amazone, qui mettait en danger l'habitat de nombreuses populations indigènes..

Le nombre croissant de meurtres des militants écologistes est symptomatique d'une tendance plus générale de fragilisation des droits humains de base et de répression des sociétés civiles dans de nombreux pays..

Merci et on ne lâche rien !



VERTS AUVERGNE

Journal trimestriel  
du parti EUROPE ECOLOGIE  
LES VERTS Région AUVERGNE  
11 rue des Deux Marchés  
63000 Clermont-Ferrand  
tél. 04 73 91 02 73

juillet 2016  
2 € N° 67

Dispensé de timbrage 63 PIC AUVERGNE



déposé le

## L'Assemblée Nationale reprend la proposition de loi de Brigitte Allain sur l'ancrage territorial de l'alimentation dans le projet de loi Égalité et Citoyenneté !

Brigitte Allain, au nom des écologistes, a fait adopter dans le projet de loi Égalité et Citoyenneté débattu à l'Assemblée nationale, les deux amendements suivants visant à :

- introduire dans la restauration collective, au 1er janvier 2020, 40% d'alimentation locale, durable, de qualité dont 20% d'aliments issus de l'agriculture biologique ou en conversion,
- intégrer l'alimentation durable dans la RSE (Responsabilité Sociale des Entreprises).

« Je me suis battue avec détermination et conviction pour que ma proposition de loi, adoptée à l'unanimité à l'Assemblée nationale en janvier dernier, détricotée au Sénat, puis laissée sans suites... ne reste pas au placard! » explique Brigitte Allain, « Ce combat a porté ses fruits car ces mesures contribuent à améliorer le bien-être de l'ensemble des citoyens, dynamisent les territoires et préservent l'environnement ».

Ces mesures répondent à un manque dans notre pays, à savoir, l'absence de politique alimentaire. Ainsi, l'adoption de ces deux amendements accélère la transition vers plus d'alimentation locale, bio et de qualité dans la restauration collective, véritable levier pour la mise en place des politiques alimentaires sur les territoires.

« C'est une avancée considérable pour la démocratisation de l'accès à une alimentation locale, saine et de qualité pour les citoyens. Aujourd'hui, les responsables de la restauration collective encourageront ainsi les capacités de production locales pour composer les menus. Ils auront à cœur d'accompagner les transitions nécessaires pour une politique alimentaire valorisant les dynamiques locales allant dans ce sens. C'est un grand pas pour la souveraineté alimentaire. »

«En 2014, notre travail législatif a permis d'inscrire la souveraineté alimentaire dans le droit français. L'un des axes novateurs de la loi d'orientation agricole réside dans l'ancrage territorial de la production pour l'alimentation. Ce dernier nous permet de refonder une politique agricole adaptée aux enjeux actuels et à venir. Refonder une politique agricole ambitieuse et moderne ne consiste pas à faire table rase du passé ou de ce qui a réussi. Il ne s'agit pas davantage d'opposer filières agro-industrielles et circuits courts. Pour les agriculteurs, comme pour les élus, les projets alimentaires

territoriaux, désormais inscrits dans la loi, permettent de retisser le lien social entre citoyens, de garder la valeur ajoutée de nos productions sur nos territoires et de créer des emplois, autour du besoin alimentaire quotidien de chacun d'entre nous. Dorénavant, ce sont les élus des territoires, les citoyens et les agriculteurs qui définiront ensemble leurs besoins alimentaires. Sur le fondement d'un diagnostic partagé, ils décideront quoi produire, et comment le produire.

«Tous les signaux sont au vert. **Tous ensemble – État, élus locaux, producteurs et acteurs économiques de l'agroalimentaire –, nous partageons l'ambition de créer une politique alimentaire qui renforcera l'attractivité de nos territoires et, par extension, des produits français dans leur ensemble.** Voter cette loi, c'est donner aux malades hospitalisés, aux résidents des établissements d'hébergement pour personnes âgées et des institutions publiques un lien avec leur histoire gastronomique ; c'est donner à nos enfants et à nos jeunes le bonheur de savourer les fruits de leur territoire ; c'est leur donner le goût de leur pays, leur faire aimer notre terre, leur faire aimer la vie.»



rendez-vous sur  
[http:// auvergne.eelv.fr](http://auvergne.eelv.fr)

Journal trimestriel des Verts Auvergne  
imprimé par nos soins  
Tirage 1800 exemplaires  
ISSN 1260934 X ; CPPAP 0317 P 11214  
Abonnement : 7.20 € par an  
Directeur de la Publication  
François SKVOR  
Directeur de la Rédaction  
Bruno FREGONESE  
Secrétaire de Rédaction  
Dominique DUMAZEL

Contactez-nous :  
auvergne@eelv.fr  
<http://auvergne.eelv.fr>  
ou envoyez le coupon ci-dessous à  
EUROPE ECOLOGIE VERTS AUVERGNE  
11 rue des Deux-Marchés  
63000 CLERMONT-FERRAND  
M.....  
Adresse.....  
tél ou mail .....  
désire  
- adhérer au parti Europe Ecologie Les Verts  
- soutenir EELV et fait un don de  
.....€ par chèque à l'ordre de l'asso-  
ciation de financement d'EUROPE ECOLOGIE  
LES VERTS AUVERGNE

inps